

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissex vous

N°133

21 NOVEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 - 75864 PARIS CEDEX 18

1,50 F

## **EDITORIAL**

La semaine écoulée a vu s'amplifier la campagne de la bourgeoisie pour tenter d'empêcher l'extension de la lutte à d'autres secteurs. Les postiers ont ainsi du faire face à la fois

à une série de provocations : à Metz : 300 lignes téléphoniques coupées; dans les centres parisiens, des inconnus venant distribuer des tracts appelant à brûler le courrier et voler les chèques... Ces actions n'ont qu'un but : discréditer les grévistes, les faire passer pour des irresponsables, tournir des armes aux adversaires, avoués ou nom, de la grève.

Aux opérations coups de poing de Poniatowski, qui consistent à disloquer les piquets de grève dans des centres et des bureaux de province et certains de la région parisienne, pour essayer d'organiser progressivement la reprise du travail, ou tout au moins de faire tourner un minimum les centres, pour décourager les grévistes.

Aux informations trafiquées de la radio et de la presse qui toutes les heures, tous les jours tentent de diviser et d'isoler les grévistes. En faisant croire à une massive reprise du travail dans de nombreux centres alors qu'il n'en est rien; en présentant à l'aide des syndicats de patrons les postiers comme responsables du chômage et du moyen de travail dans certaines petites entreprises, comme si les tanneries d'Annonay, Titan-Coder, Néogravure et les 530.000 chômeurs officielement recensés étaient apparus avec la grève des

Au refus total du gouvernement de négocier sur la véritable revendication des postiers : 200 F pour tous, 1,700 F tout de suite, titularisation des auxiliaires, embauche massive...et, à sa volonté affirmée d'en rester aux propositions antérieures de Lelong. Les postiers sont accusés par Chirac et Giscard de remettre en cause par leurs revendications, la stabilité, l'économie! Malgré toutes ces manœuvres, le mouvement des postiers tient bon. Loin d'arriver au but recherché, l'intervention de la police n'a pas découragé les grévistes, n'a pas permis d'amorcer la reprise : vendredi 15, le caractère offensif des manifestations de riposte à ces agressions a montré (particulièrement à Paris où il s'agissait de la manifestation la plus combative depuis le début du conflit), le renforcement de la détermination des grévistes. L'estension du mouvement des postiers à de nombreux hôpitaux, aux éboueurs de la région parisienne qui n'ont pas repris le travail depuis la journée du 13, montre, au même titre que la préparation de la journée du 19 que les travailleurs des PTT sont loin d'être isolés.

## HALTE A LA POLITIQUE DE CRISE DE LA BOURGEOISIE

En poursuivant ainsi depuis plus de 4 semaines leur lutte résolue, en mettant en échec toutes les campagnes et manœuvres de la bourgeoisie, les postiers n'affirment pas seulement la légitimité de leurs revendications, leur droit à un meilleur salaire pour combattre la hausse incessante des prix, à une charge de travail moins élevée, à un emploi garanti et sur le lieu de leur choix. Ils affirment aussi clairement leur refus de la politique de crise de la bourgeoisie. Parce que l'essentiel des arguments de la bourgeoisie pour refuser de satisfaire les revendications des postiers, c'est que ces revendications mettraient en danger le redressement économique, feraient dévier le pays de la voie étroite et ardue qu'il faudrait suivre pour conjurer une catastrophe économique. Quand, tour à tour, Lelong, Chirac ou Giscard affirment que «la situation est grave», que «le monde va à la catastrophe», que les postiers conduisent «à la dislocation de la nation», ils manifestent avant tout leur volonté, leur volonté politique de dramatiser la situation de manière telle que les travailleurs acceptent les appels à la collaboration de classe, renoncent à leurs revendications, renoncent à la lutte.

Mais massivement, les postiers et ceux qui les ont rejoint dans la lutte rejettent le chantage à la crise. Ils refusent de faire les frais des difficultés de la bourgeoisie, ils refusent de voir dans ces difficultés de la classe capitaliste l'annonce d'une catastrophe économique qu'ils devraient conjurer en joignant leurs efforts à celui de leurs patrons. Chantage à la crise quand on présente les hausses du pétrole plaçant le pays au bord de la pénurie et de la faillite, alors qu'une commission de députés bourgeois vient de mettre à nu elle-même les gigantesques profits réalisés par les trusts pétroliers, y compris les sociétés d'Etat grâce à la politique gouvernementale et sa législation fiscale.

Chantage à la crise quand on parle de crise de l'énergie au moment même où on licencie les mineurs de Faulquemont et où on tente de noyer leur puits où sont enfouis plus de 150 millions de tonnes de charbon.

## QUE PREPARE LA «GAUCHE» ? VIGILANCE!

Face à cette politique de crise de la bourgeoisie, face à son refus intransigeant de satisfaire les revendications, que dit la gauche, que propose-t-elle aux travailleurs en lutte? Du côté du PS les choses ont été clairement dites depuis longtemps : oui, la crise est grave et seule la «gauche» pourrait réaliser un «consensus national» pour faire face à la crise ; «consensus national», c'est

REFUSONS LA POLITIQUE DE CRISE DE LA BOURGEOISIE A L'OFFENSIVE



PTT, SNCF, santé, éboueurs ... la lutte s'étend!

suite page 2

Correspondant

à dire collaboration de classe, comme l'ont affirmé tour à tour Martinet i Delors, tous deux membres du PS déclarant en substance : seule la gauche au pouvoir pourra limiter la consommation des masses. Et Delors qui vient juste de rejoindre le PS doit être orfèvre en matière de réduction de consommation des masses, il vient du cabinet de Chaban-Delmas.

Du côté du P«C»F, on fait subitement mine de combattre ce point de vue chez le PS, comme si c'était d'aujourd'hui qu'il datait, comme si la campagne de Mitterrand pour les présidentielles n'avait pas entre autres été menée, avec l'accord tacité de Marchais, sur ce thème là. Mais aujourd'hui, le P«C»F distancé sur le plan électoral par le PS lors des dernières législatives partielles, hausse le ton, s'indigne pour tenter de refaire le terrain perdu ; depuis le début de la lutte, le P«C»F a tenté d'utiliser la combativité des grévistes pour s'affirmer aux yeux de la bourgeoisie comme le seul interlocuteur valable. Mais en même temps que le P«C»F déclarait son soutien aux revendications représentants dans le syndicat CGT, dont il contrôle la direction, oubliaient des revendications essentielles comme les 1700 F ou prenaient soin de fractionner, de limiter, de contrôler toute extension de la lutte. A la veille de la journée du 19 novembre, les véritables préoccupations du P«C»F sont confirmées à la «une» de «l'Humanité» : «Quand un conflit d'une telle ampleur se produit, il faut savoir faire des concessions, si on veut en sortir. Nous y sommes prêts...» affirme Séguy dans un article où il ne dit pas un mot des revendications des postiers et des grévistes qui les ont rejoint ! Lâchez quelques miettes sussure Séguy au gouvernement et nous saurons de notre côté faire les concessions nécessaires pour faire reprendre le travail I Voilà ce qu'entend proposer le P«C»F, voilà ce contre quoi tous les travailleurs, tous les syndicalistes doivent être vigilants.

Le refus de la politique de crise n'est pas seulement l'affaire des postiers et de ceux qui les ont déjà rejoint dans la lutte, c'est l'affaire de toute la classe ouvrière: «1700 F pour tous, tout de suite, 200 F minimum tout de suite, titularisation des non-titulaires...» sont aujourd'hui des revendications d'ensemble de toute la classe ouvrière, de tous les travailleurs victimes des hausses des prix, victimes du chômage et des licenciements...

Ensemble, dans l'action, comme pour la journée nationale du 19, ils peuvent instaurer un rapport de force favorable et contraindre la bourgeoisie à satisfaire leurs revendications.

Le refus de la politique de crise, affirmé par les postiers s'est l'affaire de toute la classe ouvrière parce qu'en tentant de briser leur lutte, la bourgeoisie tente de faire un exemple, de démontrer qu'effectivement, la crise lui interdit de satisfaire les revendications des travailleurs si légitimes soient elles. Si elle réussit à imposer un recul aux postiers malgré leur grève de plus d'un mois, la bourgeoisie disposera d'un avantage pour mettre au pas les mouvements à

Notre Parti soutien la lutte résolue engagée par les postiers et maintenant par les travailleurs de la santé, les éboueurs de Paris... Notre Parti appelle tous les travailleurs dans les services publics, dans leurs entreprises, sur leurs chantiers à faire feurs les revendications des postiers, à déposer leurs propres revendications et à partir à l'action à l'occasion de la journée du 19, en grève reconductible de 24 heures.

L'heure est à l'offensive dans la classe ouvrière, à l'affirmation par les travailleurs de leur refus du «modèle de crise» proposé par la bourgeoisie et de leur volonté de construire une société nouvelle, le socialisme, où le pouvoir des ouvriers et des paysans aura balayé la dictature de la bourgeoisie.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE!

1700 F MINIMUM, 200 FRANCS POUR TOUS, C'EST POSSIBLE EXTENSION DE LA LUTTE A LA FONCTION PUBLIQUE ET A TOUTE

NON AUX LICENCIEMENTS: PTT, TITAN-CODER, TANNERIES

D'ANNONAY, NEOGRAVURE, MEME COMBAT!

# l'intervention policière dans les centres de tri, un échec

A l'opération policière de Poniatowski contre les centres de tri était adjointes un ensemble de provocations, dont une rapide enquête nous révèle quelques

Ainsi au PLM, à peu près en même temps que les gardes mobiles prenaient position autour du centre, une vanne était mystérieusement dessérée à la cantine, provoquant une petite inondation...

Mais les gardes-mobiles en étaient pour leurs frais après avoir interrogé le piquet sur le nombre de grévistes, s'étant vu répondre 90%. Les gardes mobiles prenaient position en bas de la rampe sans occuper

Austerlitz: peu avant l'intervention de la police (10 cars à 23 h 30), un groupe de fascistes (certains éléments ayant été reconnus) à moto a tenté de susciter... une provocation, appelant les grévistes à attaquer les gardes-mobiles quand ils se présenteraient

A St Lazare, au moment de l'intervention des flics, il y avait une voiture en direct de RTL, alors que jusqu'ici, cette station n'avait pas employé ce moyen, afin de pouvoir censurer à son aise les prises de position des grévistes. nterrogés par les grévistes, les journalistes ont répondu qu'on les avait prévenu qu'il allait y avoir des incidents!

l'ensemble de ces provocations n'a pas abouti au résultat escompté, à telpoint que le gouvernement n'a pas osé faire investir les centres de tri, aujourd'hui, les forces de police font leur piquet anti-greve à la porte des centres. A la gare de l'Est, voulant investir le centre par les voies SNCF, l'intervention des cheminats menaçant d'entrer en grève immédiatement, a empêché leur manœuvre.

Non seulement cet ensemble de provocations a échoué, mais la rispote des postiers et du secteur public a été immédiate car Vendradi soir, il y avait au moins 100 000 manifestants, mobilisés en quelques heures en cortèges compacts, lançant les mots d'ordre: «Postiers-ouvriers, unité», «ce n'est qu'un début continuons le combat», «nous voulons, nous aurons satisfaction», «1700 minimum, 200 Francs mensuels pour tous» étaient scandés avec vigueur, dans une manifestation constellée de drapeaux rouges. A la dispersion où les chefs révisionnistes et réformistes ne prirent pas la peine de

La détermination reste grande; dans de nombreux centres, les délégations sont rentrées en manif pour reprendre les piquets face à face avec les flics.

D'autre part, aux AG et aux piquets, le nombre de grévistes a encore augmenté, les quelques postiers qui avalent repris le travail refusant de travailler le fusit dans le dos.

Poniatowski qui escomptait, par une série de provocations, isoler la lutte des postiers, a essuyé une nouvelle défaite, son intervention n'a fait que renforcer



# NOUS VOULONS, NOUS AURONS SATISFACTION 1700 f mini, 200 f pour tous, c'est possible de suite!

## austerlitz

L'intervention de la police n'a fait que renforcer le mouvement de grèves, l'AG du lendemain regroupait plus du double du nombre habituel et les gardes mobiles en faction devant le centre étaient copieusement hués au moment de la relève.

A la manif, il y avait plus de 1000 postiers du centre qui ont réaffirmé les 1700 Francs, les 200 Francs et la poursuite de la grève...

D'autre part, la mobilisation des grévistes a mis en échec les tentatives des révisionnistes de faire de la diversion contre les «gauchistes», citant diverses feuilles, mais omettant «le Postier Marxiste-Léniniste». Les révisionnistes tentèrent d'appeler à la vigilance en direction des «gauchistes», mais une voix se fit entendre dans l'AG, rappelant qu'il valait mieux discuter de la poursuite de la lutte et des initiatives proposées par l'intersyndicale... ce qui fut largement

## p.1.m.

Au lendemain de l'intervention policière, il y avait plus de 1000 grévistes à l'AG de midi.

Dès le matin, avant l'AG, certains membres du P«C» répandaient le bruit que la provocation qui avait eu lieu endant la nuit au moment de l'arrivée des gardes mobiles (ouverture d'une vanne inondant la cantine) était le fait des « gauchistes »

A l'AG, les directions syndicales appelaient à la manifestation. Au milieu de l'AG, une cinquantaine de travailleurs de l'hôpital St Antoine arrivèrent en manifestation et en criant les mots d'ordre: «PTT-Santé, même patron, même combat», «1700 F salaire minimum, 200 Francs pour tous», ils entrérent dans le centre sous évisionnistes stupéfaits... Les prises de parole reprirent et terminèrent sur une attaque en règle en direction des «groupes gauchistes» accusés de diviser

## DANS LES CENTRES DE TRI

approuvé par l'AG malgré les discussion de toutes propositions d'où tentatives des révisionnistes... de qu'elles viennent et non la censure de revenir sur ce sujet...

A ce moment fut proposé d'assister à la scènette mise en scène par les postiers du PLM proposés à l'AG, ce Vendredi, cette volonté du débat fut | A Paris 14, les flics ne sont pas interve encore affirmée à l'occasion de la l'Assemblée. Le secrétaire syndical diffusion du tract du Parti, où les tentatives d'agression révisionnistes des places gratuites pour aller voir le furent mises en échec et où les postiers présents, exigerent des révisionnistes Cette initiative du PLM fut d'autant des arguments politiques plutôt que de plus appréciée par les grévistes que les ressasser leurs arguments éculés sur les «gauchistes». A un révisionniste qui essayait de prouver que le tract était passent des disques ou jouent de la anti-syndical parce qu'il affirmait que guitare au piquet de grève la nuit en disant que la grève, ça n'est pas une les 1700 F étaient ajoutés et enlevés au gré des tracts... certains lui rappelèrent place de tout comité d'animation, c'est que dans le centre, plusieurs avaient protesté contre ce fait et qu'il y avait

A l'occasion de cette intervention révisionniste, de nombreuses prises de Fédé. paroles eurent lieu, exigeant la

Mais une vigoureuse prise de parole fut sur la lutte qui reçut un bon écho. effectuée par un délégué CFDT... Voyant cela, un délégué révisionniste soulignant la tactique de provocation essaya d'empêcher l'intervention du mise en place par la police pour délégué CFDT s'appuyant sur le fait justifier son intervention; rappela que, qu'il n'était pas de la brigade... ce qui lui valut une volée de sifflets.

eu une délégation à ce sujet à la

tout ce qui n'était pas révisionniste...

La participation à la manif fut votée à

nécessaire, dénonçant les faux-bruits de vendredi, les grévistes prennent répandus imputant la responsabilité de encore plus conscience de la force de l'ouverture de la vanne à un gréviste leur mouvement et de l'enjeu de leur CFDT et des SCA mangeaient en toute pas céder, car pour le reste de la classe applaudie et suscita beaucoup de Le sentiment général est: « on n'a pas Contribuer à la victoire de la lutte par

Montrer l'enjeu de cette bataille qui Le cercle du Parti du PLM diffuse à bourgeoisie..

nus, mais pour la bourgeoisie les centraux d'arrondissements (bureaux de répartition du courrier) sont les points faites grève, moins vous aurez d'étrennes car cette vente est un

nombre relativement plus restreint de en tournée, cela veut dire reprise du des piquets de grève décidés est elle avons à faire face aux hésitations faut pas de bagarre et aux tentatives faisons tout pour renforcer notre piquet. Des camarades du centre de tri de Paris-Brune son venus nous voir afin d'organiser la liaison entre eux et nous. Enfin, pour retourner l'arme des calendriers (les cartons) contre la bourgeoisie, nous comptons les vendre

faulquemont

face à la tentative d'isolement

avec les mineurs, largement distribuée

organisation de comités de soutien

comme à Nancy et à Longwy.

### La collecte de soutien aux postiers comme lors de la grève de la SNCF organisée par le Parti à TELIC, aux révisionnistes et réformistes préférent Ateliers Réunis, a révélé la profondeur limiter les revendications des ouvriers du soutien porté au mouvement des aux 1500 f de leur programme postiers par la classe ouvrière. En effet, commun... 1500 f ne correspondant ni des travailleurs immigrés n'ont pas hausse actuelle... Cet oubli est voulu hésité, bien que les mandats ne parviennent pas à leurs familles, à et c'est ce que nous avons explique erser pour les postiers. Un chômeur, lors d'une AG des postiers, le II/II. Si bien que, malgré l'agression d'un de

LES POSTIERS NE SONT PAS

nontrant par là qu'il ne rend pas les nos diffuseurs par les révisionnistes, les

availleurs des Postes responsables du postiers sont aujourd'hui beaucoup

chômage, mais bien la bourgeoisie. De plus vigilants sur cette revendication.

SEULS

strasbourg

malgré ses difficultés, a versé

ombreux ouvriers de TELIC, malgré

es réductions d'horaire sans

ompensation, ont versé, ainsi que des

etraités... La collecte, ainsi que les

remises par l'intersyndicale lors du

meeting des postiers et de la fonction

ouches des bons de soutien, ont été

collectes de soutien aux postiers. De Tous les travailleurs sont d'accord nombreuses personnes âgées y ont pour dire qu'aujourd'hui, 1700 f ce participé, ce qui montre que les vieux n'est pas trop, et pas seulement pour travailleurs, bien que ne touchant plus es postiers... Alors, pourquoi les 2 leur retraite refusent le chantage de la racts de popularisation de bourgeoisie qui voudrait rendre les et au contraire, soutiennent Quand on s'adresse aux postiers, on ne activement les travailleurs en lutte es oublie pas, mais quand on s'adresse D'autre part, 50 «postier aux autres travailleurs, on les oublie. marxiste-léniniste» ont été vendus.

## éboueurs de paris

Depuis le 12 novembre, les éboueurs de Paris sont en grève. Comme les postiers ils réclament 1700F minimum, 200 F d'augmentation, et la création de 600 postes supplémentaires pour Paris. La quasi totalité de ces travailleurs sont immigrés d'Afrique du Nord ou d'Afrique Noire. Non seulement ils travaillent dans des conditions déplorables, pour un salaire dérisoire, mais encore beaucoup tombent sous le coup de la circulaire Fontanet, car ils ont un statut de travailleur saisonnier SANS contrat de travail. Samedi 16: le gouvernement a envoyé 3000 soldats venus de toute la France et même d'Allemagne pour ramasser les ordures qui s'entassaient depuis presque une semaine. Une nouvelle fois, le gouvernement tente de faire briser la grève des éboueurs par l'armée, sous prétexte qu'il faut maintenir la salubrité de la capitale, et que le chauffage urbain est assuré à 30% par la combustion des ordures! Des milliers d'appelés ont déjà été contraints de trier le courrier. Comme ceux du 23º RI et ceux de Reuilly, ou à décharger les avions de l'aéropostale (Clermont-Ferrand). Contre les tentatives de la bourgeoisie de faire briser les grèves par l'armée, les appelés doivent manifester leur solidarité avec leurs camarades en grève. A BAS L'ARMEE BRISEUSE DE GREVE!

# EXTENSION A LA FONCTION PUBLIQUE ET A TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

## créteil: hôpital henri mondor

brancardier du piquet de grève. F.R. Peux-tu expliquer les raisons avance. de la grève au CHU ?

depuis le 13 novembre. Les raisons tisation se manifeste-t-elle à l'hôpisont celles pour lesquelles nous tal? luttons depuis un an : le manque R: Les « patrons » de service, les qu'en ce moment pour les urgen- simple, on a les mêmes revendica- des auxilliaires et bien sûr de personnel, lci, comme dans les professeurs privatisent les cliniautres hôpitaux d'ailleurs, l'embau- ques. Ils achètent des chambres Bien sur FO et la CFTC ne partici- mes, l'augmentation des effectifs. che est insuffisante et les salaires dans les cliniques. Normalement pent pas à la grève même à la On a le même patron : même sont tels que les candidats ne se les prix en clinique vont de 200 à bousculent pas à la porte. Le salai- 300 F. par lit et par jour, mais dans ritaires que ça ne gène pas. Pour- Et avec les ouvrires, c'est pareil, re d'une aide-soignante est au dé- les services privés ça va jusqu'à part de 1350 F. et celui d'une 800 F. Pour eux, la médecine c'est ont fait et font tout ce qu'ils va aussi, c'est ce qu'il faut pour infirmière de 1600 F. Ce manque de un moyen de faire de l'argent et on peuvent pour briser la lutte. Dans vivre aujourd'hui. Nous, les 1700 F. personnel est tel que certains ser- voit qu'avec de tels tarifs ce n'est certains services ils ont fait travail- on y tient, dans nos tracts, ils ont vices tournent avec 50% de travail- pas tout le monde qui peut avoir ler les externes en remplacement toujours figuré. Et ici, il n'y a pas leurs en moins. Ca veut dire pour accès aux soins. En chirurgie den- des infirmières en faisant du chan- de différence dans la lutte entre les les travailleurs, un travail énorme, taire par exemple, il y a une tage aux examens et il y a eu aussi ouvriers de l'entretien et le persondes conditions de travail inhumai- tendance à ne faire que certaines des pressions sur nous, les bran- nel hospitalier ; d'ailleurs, la divines et ça se traduit par l'impossibi- opérations qui ne sont pas rem- cardiers, mais ça n'a pas pris. Pour sion qui existe souvent dans les lité d'exercer correctement notre boursées autant que d'autres par la briser la grève ils tentent aussi de hôpitaux entre les différentes catétravail et les malades en supportent Sécurité Sociale. Ca permet aux faire passer pour cas d'urgence des gories : infirmières, aide-soignanles conséquences. Il n'est pas facile toubibs de ne pas déclarer leurs malades qui n'en sont pas, ou tes... est moins vive ici, sans doute d'être souriant, disponible, humain, profits aux impôts... C'est contre continuent de convoquer des ma- parce que nous luttons depuis avec les malades quand on a de cela que nous luttons.

sous diverses formes. Le 13 no (personnel ouvrier, hospitalier et grève a repris au CHU Henri Mon- veut dire qu'ils peuvent être vidés n'importe quand, c'est en plus un actuellement? Front Rouge a interviewvé un mobile de pression et de division contre les revendications qu'on

FR : Vous luttez aussi contre la

telles conditions et qu'en plus on a FR : Dans le mouvement y a t-il les monter contre les grévistes. L'alliance avec les ouvriers du des difficultés croissantes de vie une remise en cause de rôle actuel Tous les moyens leur sont bons. Il secteur privé est nécessaire si on

C'est pourquoi la question du R : Ca vient, mais ça ne fait que avec les élèves-infirmières, leur sta- qu'on voit la journée du 19 no- permettre de se joindre à la grève. A manque de personnel n'est pas commencer, on le voit dans l'op- tut n'étant guère défini, elles ne sont vembre.

position qui existe à la privatisation ni vraiment élèves, ni vraiment tradans l'hôpital, mais bien sûr le rôle vailleuses, elles ont quelques fois du de la médecine publique c'est fina- mal à se situer par rapport à la nel hospitalier, depuis la grève de tion des auxiliaires, parce que la lement la même chose que si on grève. Pourtant, elles sont utilisées l'an passé, la lutte s'est poursuivie plupart des P.O., P.H., et P.A. regarde le rôle des firmes de pro- dans bien des cas comme des duits pharmaceutiques et de toute bouche-trous et, jusqu'alors payées vembre, à l'exemple des postiers la administratif) sont auxiliaires, cela la politique de la santé actuelle. FR: Comment est suivie la grève décidé de les augmenter, elles se-

La grève est très largement sui- disponibilité à l'égard des hôpitaux vie, nous assurons un service minimum pour les malades et les Cela dit, beaucoup suivent la grève. urgences, mais par exemple les R : Nous sommes en grève privatisation, comment cette priva- services administratif et ouvrier l'alliance avec les postiers et la (entretien, chauffage, électricité) classe ouvrière dans votre lutte ? sont totalement en lutte, si bien

> ces les soins sont gratuits. base, mais ils sont tellement mino- patron, même combat! tant la direction et les « patrons » la revendication de 1700 F. ça leur lades non urgents dans le but de longtemps.

425 F. par mois... Simone Veil a ront à 700 F. par mois, mais leur est considérablement renforcée.

R. : Avec les postiers, c'est tions, les 1700 F., les 200 F. unifor-

F.R. : Comment se manifeste

y a aussi des difficultés réelles veut aboutir, c'est comme cela quelquefois les infirmières pour leur

## paris

participé à la manifestation de la fonction publique. La grève est reconductible de jour en jour par assemblée générale et des piquets de grève sont en place devant les caisses. Celles-ci bloquées, les soins externes, consultations, radios externes sont donnés gratuitement.

Les revendications avancées par les

travailleurs sont les 1700 f minimum les 200 f uniformes, la titularisation l'augmentation des effectifs, revendication cruciale. La mensualisation des femmes de ménage et des éplucheuses, à 1700 f, est également exigée, celles-ci n'étant même pas considérées comme auxilliaires actuellement. Elles sont considérées comme «hors statut» et embauchées directement par le directeur. Ce sont en général des travailleuses immigrées et des femmes d'un certain âge dont on profite des difficultés à trouver du travail: elles sont payées 6,50F de l'heure et doivent travailler 6 jours sur 7. Sont prises également en compte les revendications des élèves-infirmières qui réclament une formation réelle et un salaire permettant de vivre. Celles-ci participent à la lutte et remplacent Saint Antoine les travailleurs

popularisent leur lutte lors des visites aides précieuses. C'est le cas par lâchera... Alors que les révisionnistes

des comptes aux révisionnistes qui

jusqu'ici empêchaient toute expression

cette occasion un tract de propositions

postiers ont été invités à venir aux AG, 12H); diffusa ses calomnies ne visant les mines, les mineurs manifestent puis une délégation d'une cinquantaine qu'à dénigrer les grévistes. D'après ce | chaque jour davantage leur de grévistes de Saint Antoine s'est plaignant, les médecins ne pouvant le détermination. En témoignent rendue à son tour au centre de tri PLM soigner faute de linge (la blanchisserie | l'occupation de la station de pompage, pour exprimer son soutien aux postiers est en grève) en auraient eu «les larmes la journée «portes ouvertes» prévue aux cris de «SANTE-PTT, même aux yeux», le directeur de l'hôpital | pour bientôt... autant de propositions patron, même combat». Le service aurait du aller lui-même remettre en faites par les travailleurs à leurs d'ordre mis en place par les marche le chauffage de secours (au syndicats pour reprendre l'initiative révisionnistes devant le centre de tri charbon), etc... n'a pu empêcher l'accueil enthousiaste Interrogé à ce sujet par les orchestrée par la bourgeoisie. Le Parti des postiers. Dimanche 17 les syndicalistes CFDT et CGT, le appuye ces idées: élaboration d'une travailleurs de l'hôpital ont fait une directeur a reconnu qu'il s'agissait plate forme à partir d'une discussion matinée d'explication au marché d'informations erronées. d'Aligre (12ème) aux côtés des Quant aux révisionnistes ils ne sont pas dans les puits (voir extraits), postiers du PLM où ils ont reçu un en reste. Ils font tout pour isoler les discussions au porte à porte avec les excellent accueil de la population. grévistes des autres travailleurs en mineurs et leur famille afin de Lundi 18 novembre, les postiers du lutte. A l'AG de ce lundi l'un d'entre mobiliser également les femmes de PLM sont venus à Saint Antoine et ont eux a expliqué, reprenant les mineurs dans la lutte, discussions qui joué la pièce de théâtre sur leur lutte consignes de Séguy, qu'il fallait rencontrent un large écho comme le qu'ils ont eux-mêmes réalisée, devant poursuivre la lutte «jusqu'aux prouve la vente de dizaines de numéros

Evidemment cette situation n'est ni a alors rétorqué sous les solidarité dans toute la Lorraine, avec pour plaire à la direction, ni aux applaudissements des travailleurs, diffusion de tracts, collectes et

La direction fait tout ce qu'elle peut politique ils recoivent quelquefois des

aux malades, mais ils n'entendent pas exemple d'un pharmacien qui du P«C»F et les directions syndicales pour autant rester en dehors de la lutte dimanche 17 est venu pour se faire des autres secteurs de la fonction opérer. Son cas n'étant pas urgent, il | l'«intérêt national», la relance de la fût prié d'attendre. Aussitôt celui-ci | production en ignorant les véritables courru raconter ses déboires à RTL | revendications des travailleurs contre A l'initiative de la section CFDT, des qui, à trois reprises ce lundi (6H, 9H et | les tentatives de rationalisation dans

négociations». Une élève infirmière lui | de Front Rouge, organisation de la «Non jusqu'au bout».

pour briser la grève. Les chefs de A Saint Antoine, les travailleurs sont COMME LES MINEURS. laboratoire par exemple décrètent fermement décidés à tenir, car MOBILISONS NOUS POUR FAIRE systématiquement «urgents» tous les expliquent-ils «On n'a pas fait tout PAYER LA CRISE A LA examens à faire pour freiner la cela pour rien, on continue jusqu'à BOURGEOISIE! participation à la grève. Dans cette satisfaction de nos revendications».

SOUTENONS LA LUTTE DES le 18/11 | MINEURS DE FAULQUEMONTI.

# Pour les 300 mineurs qui entrent dans moral est au beau fixe «Nous tiendrons jusqu'à Noël s'il le faut...» «Maintenant nous ne pouvons plus mettent en avant la sauvegarde de

## la plateforme revendicative Contre le plan de liquidation du bassin houllier, contre les déplacements

A la bourgeoisie de payer la crise!

Exigeons le maintien des puits, le travail sur place Contre l'austérité, contre les salaires de misère Exigeons 200 f d'augmentation uniforme mensuelle pour tous!

Contre les cadences, source de toujours plus de l'atigue et d'accidents Exigeons réduction des cadences, Suppression du salaire au rendement

Contre la politique de division des mineurs, contre les déclassements Exigeons Prime de rendement maximum égale pour tous intégrée au

Maintien des avantages acquis Les mineurs refusent de payer de leur vie les profits des patrons Pas de sécurité, pas de travaill

Contre la politique de division de la classe ouvrière Exigeons Embauche immediate et définitive des travailleurs immigrés sous

> Suppression des contrats à durée limitée Travailleurs trançais, travailleurs immigrés mêmes droits !

A bas le contrôle de l'immigration et les expulsions Voilà les véritables revendications des mineurs: ce ne sont pas celles de la plate forme intersyndicale qui noient le maintien de Faulquemont dans «la relance du plan charbonnier», la défense de «l'intérêt national» des exploiteurs! Dans nos sections syndicales CGT ou CFDT imposons nos véritables revendications!

# l'enjeu de

# l'escarmouche poniatowskiduclos ...

«Le parti socialiste est republicain, Delors, ancien conseiller de parti totalitaire à caractère fascisant». PS... qui avoue à France Inter : «la En faisant cette déclaration, gauche est en mesure de réaliser un Poniatowski visait, nous l'avions dit pacte social avec les organisations (cf. FR Nº 130) à attiser la querelle syndicales et professionnelles de telle P«C»/PS. Depuis Duclos et sorte que nous nous mettions au Poniatowski se sont «affrontés» au travail et que nous acceptions des Sénat, au cours d'une séance évolutions des revenus et des prix très retransmise en direct par la télévision, largement inférieures à celles tandis que la querelle entre partis de d'aujourd'hui». C'est tout à fait clair ! «gauche» se poursuivait. Au centre de Mais ces déclarations ouvertement ces polémiques : la question de l'union opposées aux revendications des de la gauche et des futures avances travailleurs n'empêchent pas, par

## GOUVERNEMENT?

En attaquant ainsi le P«C»F, Poniatowski, porte-parole de Giscard tente de briser l'union de la gauche. D'un côté, il flatte le PS dont il reconnaît le caractère «républicain», se C'est en cela que le PS maintient deux félicite de ses succès électoraux aux fers au feu. dépens du P«C»F et l'invite à rejoindre la majorité. De l'autre, en collant au P«C»F l'étiquette de parti totalitaire, il bat en brèche la tentative de ce parti d'élargir son audience

Ce que Poniatowski tente de préparer à moyen terme, c'est une nouvelle XXIe Congrès a révélé. coalition gouvernementale associant le P.S. aux Républicains Indépendants et aux centristes, afin de permettre à Giscard d'affaiblir encore le rôle de l'UDR dont les pressions le gènent pour appliquer en matière de politique étrangère la politique pour laquelle il a gouvernement sans l'union de la gauche, il améliorerait son image de marque «libérale et sociale» et disposerait d'un atout supplémentaire pour désamorcer les luttes des travailleurs. Une telle coalition aurait pour la bourgeoisie l'avantage de garder en réserve la carte de l'union de la gauche dans le cas probable d'une

## QUEL JEU JOUE LE PS ?

position nettement tranchée. Sa - Pour calmer l'inquiétude de ses tactique consiste à garder deux fers au militants et maintenir et renforcer son feu à profiter à fond de son rôle de influence, le P«C»F grossit la voix et parti charnière entre la majorité se façonne un visage plus combatif présidentielle et le P«C»F. Ainsi, il n'a Ainsi, il ne cesse de harceler le PS à que très mollement réagi aux attaques propos de déclarations des Delors, de Poniatowski contre le P«C»F. Deferre, Martinet... les qualifiant Mieux, de retour de Cuba, au moment d'abandon du programme commun. où le P«C»F se faisait taxer de D'autre part, il tente de s'appuyer sur « fascisant » par le ministre de le mouvement de masse actuel pour l'intérieur, Deferre explique: «nous réaffirmer en face du gouvernement choisir entre un système du type de dans une certaine mesure, il ne s'y est s'ils avaient un gouvernement dans yeux des travailleurs. Pinochet... et une politique de type prenant la tête des dernières luttes, il cause, ce dirigeant n'était autre que protester vainement, il n'a pas de carte! castriste», façon de dire comme veut faire la démonstration qu'il Marchais!

Dans toute une série de déclarations, le dans les luttes, et que c'est avec lui que les revendications des grévistes sont en PS, sans remettre en cause pour la bourgeoisie doit négocier. d'en faire éventuellement partie». Et, campagne présidentielle, laissant concessions : « quand un conflit d'une même formelle au socialisme. admet qu'un gouvernement de gauche rien dit lorsque Deferre a déclaré que : sortir». consommations et la réalisation d'un pas protesté quand un autre dirigeant gouvernement avec Giscard, mais sans P.C.R. (m-l). grand effort national», approuvé par de la «gauche» a assuré: «les le programme commun, il a discrédité

alors que le Parti communiste est un Chaban-Delmas et nouvel adhérent au ailleurs, le PS de tenter de se faire un visage de parti «plus à gauche» que le P«C»F, en maniant la phrase QUE CHERCHE LE révolutionnaire, comme cela s'est fait lors des assises, et en embauchant Rocard Chapuis et autres sociaux-démocrates de gauche pour attirer les travailleurs qui s'écartent du P«C»F, du fait de son renoncement de plus en plus manifeste au socialisme.

## LEP«C»F DANS L'IMPASSE

Devant le poids grandissant du PS et le risque d'isolement, le P«C»F se trouve confronté à une double impasse que le

Sur le plan électoral, il perd des voix, tandis que le PS se renforce et le dépasse, c'est ce qu'ont montré les dernières législatives partielles. L'union de la gauche, la candidature unique aux présidentielles ne profitent finalement qu'au PS et aux radicaux de gauche. été élu. De plus, en associant le PS au Pour tenter d'élargir son audience électorale, il a procédé à des concessions sur le programme commun et multiplié les gages de bonne volonté à la bourgeoisie. Ainsi, dans son discours d'Albertville, Marchais limite le nombre de nationalisations et «oublie» quelques améliorations précises contenues dans le programme commun. Mais, se faisant, il perd une partie de son influence dans les masses, sans gagner en contre-partie les électeurs nouveaux qu'il espère : gaullistes entre autres. Ces déboires électoraux s'ajoutant aux concessions Objet des appels du pied de Giscard, le consenties ne sont pas sans provoquer PS, tout en affirmant ses réticences dans ses rangs des contradictions que

bourgeoisie, que le PS n'a aucun poids conduit dans une nouvelle impasse car toute sa stratégie.

celui du sinistre et tyrannique pas encore opposé ouvertement. En lequel ils ont confiance», et pour Prisonnier du PS, il ne peut que de rechange pour parvenir au parce qu'on y faisait de la propagande Poniatowski que «communisme» et demeure l'interlocuteur privilégié de la Son «soutien» aux luttes actuelles le gouvernement, objectif qui fonde pour cette pratique (propagande que le

l'instant «l'union de la gauche», Mais ces diverses tentatives pour se commun qui se trouve ainsi déprécié à ou qui refuse de faire les frais de la l'épression de la pratique de envisage clairement de gouverner sous sortir de l'impasse sont vouées à leurs yeux, et il sera amené crise de la bourgeoisie, rejette le la présidence de Giscard. C'est Deferre l'échec et ne pourront qu'aggraver ses inévitablement à tenter de brader les P«C»F et ses solutions de «gauche» à l'reflet. qui déclare : «Si Valery Giscard contradictions avec les masses. En luttes pour montrer à la bourgeoisie sa la crise. Rejette ce faux parti Au moment où il interdisait le film, le



Le conseil des ministres du 13 novembre a adopté le projet de loi sur « l'interruption volontaire de la grossesse », qui rend l'avortement légal dans certaines limites. C'est un recul de la bourgeoisie, un constat de faillite des principes qui guident son idéologie réactionnaire. Mais tel qu'il est, ce projet reste

Quand on sait en plus que le rapporteur de la loi, le député UDR Bolo, y est farouchement opposé. et que le gouvernement se dit prêt à ne pas s'opposer à des amendements qui aient un caractère plus dissuasif encore, il risque de

sortir encore plus étriqué. Contraint à lacher du lest sur ce front, le gouvernement multiplie les barrières à une libéralisation réelle. Ce qu'il cherche est clair, Simone Veil l'explique sans détours : « Je crois que de toute a facon l'avortement est un acte grave, qu'il faut que les femmes le sachent et qu'elles n'y recourent que lorsqu'elles ont bien réfléchi et qu'elles n'ont pas d'autre solution... Le fait que l'avortement ne sera pas remboursé par la Sécurité Sociale montre bien que l'on cherche au maximum à en détourner les

femmes ». C'est un fait que l'avortement est « une chose grave » et que les femmes qui y recourent ne le font pas de gaité de cœur et préfèreraient s'en passer. Mais elles y sont contraintes, soit qu'elles sont maintenues dans l'ignorance et les préjugés de la bourgeoisie par rapport à la contraception, soit qu'elles ne peuvent pas matériellement du fait des conditions de vie en système capitaliste élever tous les enfants qu'elles désireraient avoir. Nombreux sont les couples qui voudraient avoir plus d'enfants, mais qui n'ont pas les moyens de les élever. La bourgeoisie essaie de culpabiliser les femmes qui avortent alors que le responsable de

les camps de concentration, nous n'en savions rien, à ce moment là» ? Que peut dire Duclos sur tous les communistes qui ont résisté, alors que la plupart ont quitté le P«C»F ou ont été exclus, écœurés, et révoltés par la remise des armes, la participation au gouvernement de de Gaulle, par le reniement de l'idéal de la révolution, de Staline... Il n'y avait au XXIe Congrès du P«C»F que 6,5% d'adhérents d'avant la Libération. Non, le parti de Marchais n'a plus rien de commun avec le Parti

Communiste de la Résistance, le «Parti des Fusillés».

non, le parti de

communistes

marchais n'a plus rien à

voir avec les résistants

Dans sa réponse à Duclos, au Sénat, Poniatowski a tenu des propos

ignobles sur l'attude des communistes pendant la Résistance, en

prétendant qu'ils n'y avaient pas participé avant juin 1941, date de

l'agression de l'Allemagne contre l'U.R.S.S. C'est une injure à tous les

militants communistes qui, dès les premières heures de l'invasion nazie,

malgré la répression conjointe de la bourgeoisie française et de la Gestapo,

se dressèrent pour organiser la lutte contre l'occupant. Dans ces conditions

particulièrement difficiles, pratiquemment isolés, sans directives du fait de

l'arrestation des principaux dirigeants, spontanément des communistes, de

plus en plus nombreux, engagérent la lutte contre l'armée allemande et la

milice de Vichy. Nombreux sont ceux qui, tels Gabriel Péri, arrêté le 26

mai 1941 et Pierre Sémard, arrêté le 5 octobre 1940, turent fusillés par les

nazis ou déportés dans les camps de concentration. C'est leur mémoire

qu'insulte Poniatowski, lui qui, jusqu'en 1943 était dans les «chantiers de

Le P#C#F est particulièrement géné pour répondre aux attaques de

Poniatowski. Malgré sa mise en scène, gerbes et minutes de silence sur les

lieux où sont tombés les frères communistes de la Résistance, il peut

difficilement le masquer : on n'a pas vu dans l'Humanité de photo de

Marchais participant à ces cérémonies. Comment Duclos, qui participa à la

Résistance, peut-il justifier la conduite méprisable de son secrétaire général

partant en Allemagne nazie pour travailler dans une usine d'avions

communistes sont déjà morts au combat ? Comment justifier les propos

de Marchais prétendant que : «On ne savait pas grand chose... les tortures,

militaires, à une époque, décembre 1942, où des milliers et des milliers de

centaines de milliers d'avortements prix ?) dans ce nouveau commerce. c'est le capitalisme et la condition qu'il fait aux femmes travailleuses En refusant de faire rembourser

l'avortement par la Sécurité Socia- ment dès lors que les produits le, la bourgeoisie pose un premier contraceptifs eux seront remboursé l'argent pourront subir un avorte- ce n'est pas encore le cas, il est l'avortement soit remboursé par la ment à l'hôpital ou dans une clinique privée. Pour celles qui n'en ont pas contraceptifs ne signifie pas que cela se terminera à l'hôpital, comme au- du jour au lendemain, toutes les jourd'hui. C'est pourquoi nous réclamons que l'avortement soit rem- façon correcte sur leur utilisation. boursé par la Sécurité Sociale.

Deuxième frein, c'est la succession de demandes que devra effectuer la femme, et dont le but est de la ment dit, par S. Veil « tout en hypophysaires se développent chez évitant ces procédures qui puissent humilier la femme, il faut prévoir des démarches qui lui fassent mesurer la gravité de sa décision ». Une femme qui voudra se faire avorter devra se rendre chez un médecin « de son choix », qui ne

sera même pas obligé de l'écouter. mais qui par contre a pour « rôle de l'informer sur les risques médi caux qu'elle encourt pour elle-méme et pour ses maternités futures, sur les risques d'accoucher plus mari : « Vous faites de beaux tard de prématurés ou de devenir enfants vous n'avez qu'à conti-

pour répéter cette propagande chelle Manceaux « Les femmes de mensongère. Premier barrage. Si le Gennevilliers »). médecin accepte, il l'oriente ensui-

politiser la question de l'avortement.

pourra se présenter à l'hôpital, qui entretiennent des préjugés sur n'est même pas tenu de pratiquer l'avortement. Elle pourra donc avoir ses deux papiers et s'entendre dire par le patron de l'hôpital qu'elle n'a Mais ce n'est pas tout. qu'à aller ailleurs ! Quand on sait les demandes » comme l'affirment de nombreux médecins qui pratiquent des avortements au grand

pas à faciliter l'usage de l'avorteévident que le remboursement des Il n'v a qu'à voir ce qu'écrit « le Parisien Libéré » à propos de la pilule sur 4 colones à la une : « la pilule est le plus mauvais des contraceptifs... » « des tumeurs ses utilisatrices... » Alors que, sauf dans des cas précis, elle est sans danger. Sans aller si loin, combien de médecins déconseillent la pilule et refusent même de la donner, ou refusent d'opérer par exemple des femmes qui le demandent par ce qu'elles ne peuvent utiliser les concontre-indications. Tel ce médecin répondant à cette ouvrière qui vient d'être abandonnée par son nuer », « Vous êtes en parfaite santé un 6º enfant n'est pas catas Il ne manquera pas de médecins trophique ». (Voir le livre de Mi-

Quand on pense qu'il y a encore te vers un centre social où on lui des pharmacies qui refusent de vantera « les droits de la mère et vendre même des préservatifs ! A de l'enfant », la possibilité de faire l'heure actuelle, limiter adopter son enfant. On lui expli- l'avortement sous prétexte que la quera bien « les conséquences contraception est libre, c'est une psychologiques » possibles d'un hypocrisie de plus, puisque à peine avortement. Après cela elle pourra, 15% des femmes l'utilisent. Le après 7 jours de « réflexion » Planning Familial a vu dans sa retourner voir le médecin faire une pratique que « 2/3 des femmes qui demande écrite, le médecin sera demandent un avortement sont des maître de lui donner ou non « une femmes qui ont eu, au préalable, attestation d'entretien spécial » une demande de contraception

vérité c'est que peu de femmes utilisent la contraception, d'autant semaines n'est pas écoulé, elle plus que beaucoup de médecins elles, ou la refusent.

> Voilà le contenu de la loi, et son objectif: la dissuasion d'avorter.

La loi prévoit, une fois le projet adopté. que « les hópitaux publics ne sont l'interdiction de parler de l'avortement, ni équipés ni prêts, souvent par des hôpitaux où l'on en effectue, opposition des patrons des services des méthodes employées. Les jourgynécologiques, a acceuillir toutes naux n'auront pas le droit d'écrire sur ce sujet. Des peines de prison et de fortes amendes sont prévues. C'est clair:le gouvernement ne veut jour ; on voit toute de suite que les pas que les masses s'informent sur cliniques se spécialiseront vitelà quel cette question qui doit rester du Pour justifier ces obstacles, le pharmaciens dont on connaît l'attigouvernement prétend « qu'il n'a tude générale. Par cette clause de sauvegarde, il veut empêcher la poursuite de la lutte : pas le droit d'appeler à des réunions publiques, par la Sécurité Sociale ». Outre que des manifestations demandant que Sécurité Sociale par exemple. La lutte n'est pas terminée, le gouvernement le sait bien et prend déjà femmes seront informées d'une ses précautions. Il remplace une législation répressive par une législation en retrait, mais toujours

Les limites mêmes de ce projet le remettent bien à sa place dans la série des décisions au coup par coup de Giscard. Il y a eu l'abaissement de la majorité à 18 ans une certaine « libéralisation » dans les

Elle aura dû s'en procurer une aussi qu'elles ont demandé, tenté d'ob-réformes. Giscard les met en peut que favoriser la dissolution sième barrière, car en aucun cas le leur a refusé, ou qu'on ne leur a corps à sa propagande sur le médecin et le centre social ne sont pas donné les plus efficaces. La « changement », le « libéralisme »... elle ne fait que masquer des reculs limités au coup par coup, face aux luttes sur ces fronts, elle ne fait que masquer l'incapacité de la projet politique cohérent capable de les duper.

Nouveau recul de la bourgeoisie contrainte de lacher du lest une fois de plus devant la lutte grandissante des femmes depuis deux ans, en particulier depuis le procès de Bobigny. Chaque année 5000 femmes meurent, 15.000 restent stériles à vie, 200.000 sont victimes d'une infection, parce qu'elles sont contraintes à avorter dans les pires conditions. Mais ce projet de loi ne provient pas de la subite découverte de cette situation par le gouvernement, de la découverte par Simone Veil d'« une inégalité de fait devant la loi, des risques inaceptables pour la santé de trop de vernement « d'apporter une solu tion plus humaine à celles qui vivent ce drame dans l'angoisse et la solitude ». C'est bien parce qu'il espère ainsi calmer la colère des femmes travailleuses en cédant partiellement sur ce point. De nombreux députés et sénateurs de la majorité, en particuliers de l'UDR projet, comme ils se sont opposés à la libéralisation de la contracep tion. A cette occasion les sénateurs Talon et Bertaud UDR, avaient déjà casernes ; la « réforme » des déclaré : « ce projet est un de ceux prisons... aujourd'hui il y a la ré- qui risquent de porter un coup fatal forme de l'avortement. Toutes ces à notre société », « un tel texte ne

au centre social. Deuxième et troi- tenir des contraceptifs mais qu'on avant ; les rassemble pour donner des mœurs voire, chez les esprits failiale est menacée. » Ce sont les mêmes qui n'hésitent pas à prescrire contraception et avortement à grande échelle dans les colonies françaises et pour le Tiers Monde bourgeoisie à offrir aux masses un et là c'est présenté alors comme une action généreuse. Ces jours derniers toutes les associations et les personnalités ultra-réactionnaires n'ont pas manqué de se mobiliser. Tout ceux-là n'ont pas compris que Giscard, que la bourgeoisie n'ont pas d'autre solution que proposer cette loi s'ils veulent se faire une image libérale aux yeux des masses. C'est pour atténuer les clivages inévitables devant l'effondrement des valeurs traditionnelles que le gouverne ment a fait de l'avortement un problème de conscience individue

> le et non un problème politique. Les femmes du peuple pour leur part ne se contenteront pas de ce projet : Non seulement elles veulent que l'avortement soit remboursé par la Sécurité Sociale et que les hôpitaux ne puissent pas refuser d'en pratiquer, mais encore elles exigent qu'une information sérieuse soit faite sur la contraception. Elles exigent en même temps d'avoir les moyens pour élever tous les enfants qu'elles désirent (crè-

CONTRACEPTION ET AVORTE MENT LIBRES ET REMBOURSES PAR LA SECURITE SOCIALE

DES MOYENS POUR ELEVER TOUS LES ENFANTS QU'ON DE

Monique CHERAN



nécessaire pour entrer à l'hôpital mais qui a été décue ». C'est à dire le stand des lemmes communistes au Rassemble

plupart des villes de province et à Paris, circule un film longtemps interdit par la censure, Histoires d'A. Le film avait été interdit, il y a un an. par Maurice Druon ministre de la voulons éviter que les français aient à son poids politique. C'est pourquoi travailleurs travailleraient davantage par lui-même l'Union de la Gauche aux un culture du gouvernement Mesmer. Pourquoi? Parce qu'on y voyait pratiquer un avortement (donc un crime d'après la législation de 1920) et code pénal réprime).

l'avortement vers la répression de son

d'Estaing envisageait de constituer un effet, peut-on prendre au sérieux les capacité à duper les masses. Déjà, communiste qui ne prend pas en gouvernement Mesmer savait gouvernement pour appliquer le critiques qu'il adresse actuellement au Séguy, dans l'Humanité de lundi compte les revendications des masses qu'Histoires d'A popularisait une programme commun, j'accepterais PS, alors qu'il n'a rien dit durant la appelle les travailleurs à faire des et qui abandonne toute référence. Pratique qui se développait un peu partout en France, sous l'impulsion du dans cette perspective, le PS est prêt à Mitterrand substituer son plan en trois telle ampleur se produit, il faut savoir Rejoins les vrais communistes et MLAC. Pourtant le gouvernement faire preuve de «réalisme», Martinet étapes au programme commun. Il n'a faire des concessions si on veut en participe avec eux à l'édification du Mesmer n'est pas intervenu contre les Parti Révolutionnaire pour préparer, à acteurs réels de cette pratique, sauf «serait obligé pour faire face à une «la présence des communistes au Enfin, en mettant l'accent sur les travers les luttes actuelles, le exception (exception qui lui a valu une conjoncture particulièrement grave, gouvernement éviterait un certain manœuvres du PS, en discréditant ses renversement de l'Etat bourgeois et manifestation de 10.000 personnes à d'envisager la limitation de certaines nombre de troubles sociaux», Il n'a plans de participation au l'instauration du socialisme. Rejoins let Grenoble). Pourquoi? parce que l'action engagée par le MLAC Serge LIVET. I répondait à un besoin réel des masses.

800.000 avortements pratiqués chaque mouvement de masse déclenché par le l'avortement dans l'ensemble des médecin qui pratique l'avortement imposer le maintien de la législation année en France, dans les conditions MLAC. Les partis politiques bourgeois conditions matérielles d'existence de dans le film ne cherche pas à écraser la ultra répressive de 1920. On n'en de la législation de 1920, cela signifie : se divisaient tous entre les partisans du femmes appartenant presque toutes à femme de son savoir, il lui explique ce donnera ici pour preuve que les pratique clandestine de l'avortement, maintien du statu quo, de la législation des milieux populaires (et surtout à la qu'il fait avec les mots les plus simples. pression diverses (émanant trafic financier effectué sur le corps ultra-répressive de 1920, et les classe ouvrière). Dans Histoires d'A doit être soutenu, car il d'association familiales catholiques, de des femmes et, pour celles qui ne partisans d'une relative libéralisation femmes n'avortent pas pour le plaisir popularise la révolte des femmes Laissez-les vivre ou de groupes peuvent pas se payer les luxueuses de l'avortement. D'où l'attitude de se faire avorter, mais parce qu'elles conditions d'exploitation et fascistes), exercées sur les salles cliniques privées en Suisse ou ailleurs, contradictoire de la bourgeoisie: n'ont plus d'autre recours pour d'oppression qui leur sont imposées, commerciales qui projettent le film. risques pour leur santé physique et répression à l'égard du film et de sa échapper à leurs difficultés. Ses limites résident dans le fait qu'il. Ces pressions ont trouvé des oreilles. psychique, risques de mort. En portant diffusion, absence presque totale de économiques, familiales, pour n'inscrit pas la révolte des femmes complaisantes en particulier du côté

d'A... un film pour la lutte

au grand jour la question de répression à l'égard du MLAC. échapper aux conséquences de dans le processus qui peut seul du trust de la distribution Gaumont l'avortement , en dénonçant les Malgré l'interdiction du film à la l'ignorance où la bourgeoisie les tient permettre leur libération, dans tous les (Gaumont a ordonné le retrait du film conditions scandaleuses dans lesquelles diffusion commerciale (et l'absence de des moyens contrôle, domaines de la vie sociale: celui de la d'une salle placée sous son contrôle, il est pratiqué, en mobilisant les visa de censure entraine pour un film L'avortement n'est pas une question révolution prolétarienne. Néanmoins alors même que la police la femmes et les hommes pour exiger la l'impossibilité juridique d'être diffusé séparée des conditions d'exploitation - les révolutionnaires prolétariens protégeait!). transformation de ces conditions (pour dans des conditions militantes) les et d'oppression de la femme dans la peuvent s'appuyer sur de nombreux imposer l'avortement libre et gratuit groupes MLAC avaient pris en charge, société capitaliste. Plusieurs femmes aspects du film pour propager leurs. Ainsi le film Histoires d'A a encore un dans les hôpitaux), en montrant dans l'illégalité, sa diffusion militante. interviewées dans le film le disent idées. qu'une pratique nouvelle de Et si les interventions policières ou spontanément, en formulant Le gouvernement Chirac a autorisé le des objectifs tactiques immédiats du l'avortement était possible, une fascistes furent fréquentes, elles ne simplement les différents aspects de film que le gouvernement Mesmer MLAC. pratique qui ne soumettait plus la purent empêcher un nombre leur vie quotidienne. femme au pouvoir idéologique et considérable de projections d'avoir lieu Par ailleurs le film montre que la commerciale a pu être entreprise, niveau de la systématisation des financier du médecin, le MLAC ne (200 000 personnes environ ont vu le femme n'est pas condamnée de toute Faut-il en conclure que la bourgeoisie aspirations révolutionnaires des rendait pas seulement dangereusement film dans le circuit militant). A éternité à subir le rôle d'objet que lui aurait tranché en faveur de la femmes et de leur intégration au impopulaire une éventuelle répression l'occasion de ces projections assigne la bourgeoisie dans ses libéralisation de l'avortement et de la processus de la révolution directe du mouvement il contraignait d'importants débats de masse avaient représentations publicitaires. Un contraception? Ce serait prématuré, prolétarienne en France. la bourgeoisie à abandonner le terrain lieu sur les questions soulevées par le nouveau rapport à la sexualité, à la La bourgeoisie a surtout tranché pour pourri de l'idéologie religieuse et à film (1).

famille, à la santé est possible: un une libéralisation abstraite de rapport qui ne soit pas fait l'avortement: (voir article ci-dessus). (1) un bilan de la diffusion militante réponse politique à apporter au d'A est de situer la question de conscience et de lutte. Ainsi le la bourgeoisie n'ont pas renoncé à la revue Cinéthique

rôle à jouer au niveau de la réalisation

avait interdit. La diffusion Mais déjà, il faut voir plus loin; au

Serge MICHEL

Or la bourgeoisie était divisée sur la Le principal aspect positif d'Histoires d'oppression et d'ignorance, mais de Les couches les plus réactionnaires de d'Histoires d'A vient d'être publié par

Depuis plusieurs semaines, dans la

Notons à l'occasion de cette contradiction avec le programme Travailleur, toi qui lutte actuellement interdiction, qu'elle déplaçait la



**PROBLEMES** DU TRAVAIL

# EN AVANT VERS LA CREATION DE L'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE



Au moment où se dessinent de grands affrontements entre la bourgeoisie et les travailleurs, les questions du rôle de la jeunesse révolutionnaire, de sa place dans la lutte, de son organisation, sont à l'ordre du jour. La jeunesse, particulièrement depuis mai 68, a montré, qu'il s'agisse de la jeunesse scolaire, de la jeunesse pré-ouvrière ou de la jeunesse ouvrière, sa profonde révolte contre le système capitaliste. Trop souvent, par le passé, les mouvements de la jeunesse ont pu être déviés par la bourgeoisie vers des impasses, vers des pseudo-solutions enfin de compte réformistes. Aujourd'hui, l'essor du mouvement de la classe ouvrière et de la population travailleuse (essor qui s'accomplit en rupture avec les propositions révisionnistes); l'affirmation dans ces luttes d'une force communiste capable de tracer la perspective socialiste à tous les secteurs du peuple ; la rentrée en lutte sur ces revendications propres de la jeunesse pré-ouvrière des CET (phénomène nouveau qu'on a pu constater en 73 et 74) ; tout cela rend possible et nécessaire l'organisation de la jeunesse révolutionnaire. Notre Parti qui appelle à multiplier les cercles communistes de la jeunesse précise ici l'orientation du travail qui doit conduire à la création de l'Union Communiste Révolutionnaire de la Jeunesse !

### LE REVISIONNISME, OBSTACLE A LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA JEUNESSE

L'apparition du révisionnisme moderne et la résurgence de ses rejetons trotskistes et anarchistes en tant que repoussoir aux aspirations révolutionnaires des jeunes a, pendant un temps, privé cette révolte du débouché Marxiste-Léniniste qu'elle appelait. Elle a accru les difficultés de la jeunesse à percevoir concrètement en quoi son refus de la société impérialiste devait s'intégrer au courant historique puissant représenté par le triple mouvement des luttes de libération nationale, du prolétariat des métropoles et des pays qui édifient le socialisme. Cependant, sous l'influence de ces grands bouleversements qu'on été la lutte victorieuse des peuples d'Indochine, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, mai 68 et les luttes ouvrières en France, la jeunesse de notre pays, a été amenée à porter sa révolte d'une façon plus explicite au plan politique, à lier son combat à celui, plus vaste, de la transformation socialiste de toute la société.

### LES JEUNES TRAVAILLEURS TIENNENT FERMEMENT LEUR PLACE DANS LE COMBAT

Dans les grèves dures et longues. notamment depuis 70, malgré les pressions de toute nature (chantage à l'emploi, familles) les jeunes ont joué un rôle très important. Leur situation matérielle, à vrai dire, n'est guère brillante. En même temps qu'ils sont parmi les plus touchés par le chômage et les

licenciements, ils sont habituellement, à travail égal, les plus mal payés. Pour les milliers de jeunes chassés de leur région d'origine, le salaire est en partie mangé par la part importante qu'ils doivent consacrer à leur loyer (cf. grèves dans les FJT). Ils occupent habituellement les postes les plus durs à la production, déqualifiés, sans véritable formation professionnelle, sans responsabilités. De même, la place qu'ils occupent dans les luttes des couches charnières (banques, hôpitaux, PTT...) est très significative. La perspective « mirifique » d'échapper à l'exploitation à l'usine, s'est trouvée confrontée à la réalité d'un travail monotone, parcellisé, soumis au bon vouloir des petits chefs. Le statut des centaines de milliers d'apprentis. main d'œuvre quasi-gratuite pour les patrons, est là pour prouver que les belles phrases sur l'avenir professionnel et la promotion sociale des jeunes, ne sont que poudre aux

## LA JEUNESSE SCOLARISEE, PLAQUE SENSIBLE DE LA

Après mai 68, l'école fut naturellement la première cible visée par la contestation étudiante et lycéenne. Petit à petit, à la revendication d'une démocratisation de l'appareil scolaire capitaliste se substitua l'idée qu'on ne pourrait le transformer fondamentalement qu'en jetant à bas l'ensemble de la société impérialiste. Chaque mobilisation éclaira cette nécessité par la dénonciation chaque fois plus précise de la main-mise du patronat sur l'école et des tentatives d'adaptation de l'enseignement aux nécessités capitalistes de la production (réformes Fontanet, Loi Royer,... etc.). Le fondement même de l'institution, c'est à dire l'idéologie réactionnaire, non scientifique. qu'elle diffuse, furent remis en cause. L'intervention des CRS fit le reste, donnant aux jeunes la possibilité de faire, dans la pratique, l'expérience de la démocratie bour-

L'entrée en lutte en 73 et l'an dernier, des élèves de CET a permis de mesurer mieux encore l'ampleur de la crise de l'école capitaliste. Restés jusqu'ici assez insensibles à la dénonciation d'une réalité qu'ils vivent tous les jours, les futurs ouvriers ont montré avec résolution qu'ils n'entendaient plus subir comme avant un enseignement destiné principalement à les mettre au pas avant leur entrée à l'usine.

Cette entrée en lutte est très importante : en même temps qu'elle assainit l'ensemble du mouvement, par sa capacité supérieure d'organisation et de discipline, elle constitue le lien privilégié par lequel peut commencer à se construire l'unité du mouvement révolutionnaire de la jeunesse et des luttes de la classe ouvrière.

## LA JEUNESSE SCOLARISEE VEUT SE LIER A LA CLASSE OUVRIERE

Car la jeunesse scolarisée veut aller plus loin que la remise en

cause de l'école capitaliste. Depuis 68, il n'est guère de manifestations ou grèves lycéennes qui n'ait avancé avec force l'idée d' « aller aux usines » pour y expliquer le sens des combats de la jeunesse. Conséquence logique de la contradiction constatée entre les valeurs dominantes à l'école et la réalité de l'oppression capitaliste, symptôme de l'approfondissement de la crise idéologique, les jeunes trouvent dans la solidarité qui s'exprime dans les luttes, la réponse à leur soif de justice ; l'intérêt suscité par le combat de la classe ouvrière n'a cessé de croître. De Ferodo à Lip en passant par le Joint Français, la jeunesse scolarisée a joué un rôle important dans le soutien aux grèves depuis 4 ans.

En retour il faut leur reconnaître ce mérite d'avoir fait surgir sur le devant de la scène une série d'aspects de l'oppression bourgeoise, tels que les questions de l'école, de la culture, de l'armée bourgeoise, de la famille, de l'écologie. Le fait qu'entre des mains aussi inexpérimentées, ces thèmes qui touchent à la vie des masses aient pu être l'objet de distorsions et de contresens doit être considéré comme secondaire. Ce qui doit en être retenu, c'est l'élan de la jeunesse vers la classe ouvrière, qui est porteuse de ses aspirations à un monde nouveau, sans exploiteurs.

## QUELLE ORGANISATION CONSTRUIRE

Répondre à cette question, c'est examiner le point de rencontre entre les nécessités du mouvement révolutionnaire dans son ensemble et les aspirations de la jeunesse telles qu'elles se manifestent dans les luttes ou les révoltes quoti-

Construire une organisation propre à la jeunesse, c'est déjà répondre à la plus affirmée des exigences : unir les jeunes des couches populaires, au-delà des cloisonnements qu'instaure entre eux la bourgeoisie (lycée, CET, usine, bureau), remettre entre leurs mains la construction d'un instrument d'expression collectif, autonome du point de vue de l'organisation, c'est affirmer dans le cadre du mouvement d'ensemble, le droit des jeunes à prendre en main leur propre destin. A la conception réactionnaire qui soumet les jeunes à la dictature du passé et veut leur faire comprendre que vieillir, c'est se soumettre à la réalité capitaliste, une telle organisation oppose le droit de la jeunesse à s'ériger en force active capable de s'assimiler les expériences positives antérieures en vue de la lutte révolutionnai-

Une telle organisation forme ses propres cadres, ses propres dirigeants à tous les échelons. Elle dispose de son propre système de financement par exemple, et mène de larges campagnes en son nom propre. Cette donnée n'est nullement contradictoire avec le principe de direction politique du parti, qu'elle renforce au contraire. Les liens qui existent entre l'avant-garde et son organisation de jeunesse sont avant tout fondés sur la reconnaissance pratique de son rôle dirigeant et sur l'accord politique avec sa ligne. Son intervention n'est pas perçue comme bureaucratique, ou venant de l'extérieur, mais comprise et admise comme le produit de l'expérience accumulée, du point de vue d'ensemble dont on doit se servir pour influer en retour sur le travail dans la jeunesse.

Il faut une organisation unie politiquement : La construire, c'est répondre au dégoût de la jeunesse pour ces groupes qui, au gré des références dogmatiques, se font et se défont, incapables de proposer un travail prolongé, de résister au reflux des périodes difficiles ; pour forger une organisation solide, tant du point de vue de son importance nationale que des propositions à court et à long terme qu'elle peut

produire, il est nécessaire qu'à son activité de masse corresponde un mode de fonctionnement et un système d'éducation dont la fonction est double :

- répondre aux questions immédiates de la pratique.

faire accéder les jeunes à la conception marxiste-léniniste du monde, pour qu'ils s'en emparent et puissent faire entendre leur voix

avec encore plus de force.

En ce sens, une telle organisation est effectivement « l'école du com-

Mais, si elle regroupe les éléments les plus révolutionnaires parmi les jeunes, elle ne saurait constituer un simple réservoir de militants pour le Parti ; elle est très largement accessible et ouverte à toute la jeunesse révolutionnaire.

Unir les luttes de la jeunesse dans un même élan pour servir le

La jeunesse communiste authentique propose des perspectives de lutte contre le capitalisme sur tous les terrains

Sur l'école : elle impulse au niveau national le regroupement des luttes et des mouvements de critique.

Sur la vie collective, les loisirs elle impulse la création et la diffusion d'un art authentiquement populaire (participation collective à la création, œuvres à contenu révolutionnaire...) Elle mène des luttes pour l'amélioration de la « qualité de la vie » (quartiers, logements...).

Sur le travail : elle lutte pour la satisfaction des revendications de la jeunesse. Elle explique largement la fonction assignée à la production en système capitaliste, dénonce l'anarchie et le gaspillage...

Elle fait converger l'ensemble de ces luttes vers la perspective révolutionnaire, en les liant au combat de classe que mènent le prolétariat

et les peuples dominés par l'impérialisme. Le lien vivant qui fait mieux saisir aux jeunes la profonde communauté d'intérêt qui les unit à la classe ouvrière, c'est l'idéologie de « servir le peuple ». Il s'agit là de faire découvrir la vie du peuple et ses difficultés, de leur faire connaître la façon dont il se bat, pour bien leur montrer que la classe ouvrière est la force motrice de tout le processus historique révolutionnaire. Que la jeunesse s'instruise et s'éduque auprès des exploités, tel est le mot d'ordre de l'organisation qu'il faut construire. C'est une des conditions pour que la jeunesse puisse à son tour faire bénéficier le combat d'ensemble de ses qualités propres d'enthousiasme et de détermination à vaincre.

Se faire le porte-drapeau de

l'idéal communiste

Les larges masses de notre pays, malgré les erreurs commises dans la recherche de la voie révolutionnaire, ont une grande sympathie pour les luttes de la jeunesse, en qui elles mettent beaucoup de leurs espoirs. Elles savent que la jeune génération n'accepte plus de subir l'exploitation et l'oppression. Selon le mot de Lénine.

« L'union de la jeunesse communiste doit être un groupe de choc qui, dans tous les domaines, fasse preuve d'initiative, d'esprit d'entreprise. Elle doit être telle que n'importe quel ouvrier puisse y voir des hommes dont la doctrine ne lui est peut-être pas très compréhensible, et à laquelle il ne croira peut-être pas tout de suite, mais dont le travail vivant et l'activité lui prouvent que ce sont effectivement ceux-là qui lui montrent la bonne

En avant dans la construction de l'UNION COMMUNISTE REVOLU-TIONNAIRE DE LA JEUNESSE!

Jean-François VITTE

## un soldat du contingent condamné à 1 an de prison

Jean Fournel, soldat du 23° BCA de Nice a été condamné le 13 novembre à un an de prison par le tribunal militaire de Marseille. Jean Fournel avait informé ses camarades lors du lever des couleurs le 11 septembre 1974 que l'un d'entre eux avait été enlevé la nuit d'avant, la sécurité militaire l'accusant d'avoir fait signer « l'appel des cent ». Jean Fournel a été inculpé de « refus d'obéissance et d'incitation à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline ». Alors que se déroulait le procès, on apprenait que trois soldats du 19º RA de Draguignan l'Taurin, Ravet, Pelletier) venaient d'être transportés à la prison des Baumettes à Marseille. Ces condamnations montrent l'hypocrisie de la soi-disant libéralisation de l'armée impérialiste que prétend mettre en œuvre le ministre Soufflet.

LEVEE IMMEDIATE DES SANCTIONS CONTRE LES APPELES

EMPRISONNES.

## non à l'armée briseuse de grève

Je fais actuellement mon service dans la région de l'Est à 300 km de Paris. Comme il l'avait déjà fait en décembre 72, le gouvernement vient de faire appel à l'armée pour essayer de briser la grève des éboueurs. Sous prétexte de « servir la nation » les gradés ont demandé aux soldats s'ils sont « volontaires » pour aller ramasser les ordures. Dans le régiment les officiers y vont de leurs grands discours : tout en maintenant dans la caserne l'absence totale d'information, ils n'hésitent pas à raconter « aller ramasser les ordures, c'est un bon moyen de se lier à la population » ! En fait, de peur sans doute de voir se développer un mouvement d'opposition chez les appelés, ils recrutent dans mon régiment surtout chez les engagés ! Des engagés sont donc partis à Paris pour toute la semaine. Pour une fois l'armée fait bien les choses : perm' de 96 heures, 36 Francs par jour en plus pour les « volontaires »... Et puis pour le cas où les éboueurs voudraient venir discuter avec les soldats pour leur expliquer leur lutte, l'armée a pris soin de bien encadrer ses troupes ; police militaire et police civile sont sur place pour surveiller et empêcher tout lien entre la population et les soldats. Ce qui montre bien que le gouvernement est loin d'être sûr de ses « volontaires » et qu'ils se souvient des traditions de solidarité ouvriers soldats qui se sont manifestées dans le passé. Car la bourgeoisie sait très bien que les soldats sont, dans leur grande majorité, issus des classes populaires et que les revendications des éboueurs et des postiers sur les 1700 F., par exemple, jouissent d'un large soutien chez les soldats qui dans la vie active ne les touchent pas la plupart du temps. Et les tentatives des officiers pour dresser les appelés contre les postiers en profitant du manque de courrier ou de l'isolement, doivent être fermement combattues par les Communistes dans l'armée.

Refusons cette propagande anti-grève, popularisons les mots d'ordre des grévistes !

rassemblement communiste du 3 novembre (suite)...

# LA LIGNE DU PCR (ml) LARGEMENT DEBATTUE DANS LES FORUMS

# lip, un an après les luttes ouvrières aujourd'hui...

tendus et dès son ouverture, la salle est archi-comble. A la tribune, plus d'une dizaine de camarades ouvriers, cheminots, métallos de Brandt, de Lip, de Fos..., la plupart délégués CGT et CFDT, un docker d'Anvers (d'AMADA). Dans la salle, une majorité de travailleurs, de nombreux postiers en lutte, des travailleurs venus aussi de province (Usinor, Saviem...).

Un bref exposé introductif dresse un premier bilan des luttes avant de lancer le débat. Partant des grandes luttes d'OS en 1971, à aujourd'hui, un camarade montre comment les couches les plus exploitées de la classe ouvrière partent sur des mots d'ordre qui, au fil des luttes entrent en contradiction de plus en plus ouverte avec les mots d'ordre des plateformes révisionnistes et réformistes dans les syndicats : que l'on se souvienne. en 1973, des OS de Peugeot -St Etienne en lutte pour 1500 Francs, (alors que, à l'époque, les confédérations réclamaient seulement 1200F) des OS de Renault Billancourt opposant le mot d'ordre « A travail égal, salaire égal » à la grille unique « de l'OS à l'ingénieur », vainement proposée par les révisionnistes. L'exposé se poursuit en soulignant le caractère exemplaire de la lutte des Lip, tant dans la mobilisation des travailleurs que dans la rupture ouverte avec les révisionnistes à l'occasion du plan Giraud ; là, nettement, derrière les mesures nouvelles, prises pour la poursuite du conflit, de nombreuses aspirations révolutionnaires à un autre type de société sont vécues dans le

L'exposé se termine sur une première analyse de la grève des postiers, soulignant, au travers de leur lutte pour les 1700 Francs, le refus politique de la tentative de chantage à la crise de la bourgeoi-

Qu'y a-t-il de nouveau dans les luttes aujourd'hui, en quoi les luttes économiques menées par la classe ouvrière aujourd'hui, portent en germe beaucoup plus que de simples revendications ? Comment analyser la nature des contradictions entre les masses et les révisoréformistes aujourd'hui ? Quelles aspirations révolutionnaires y a-t-il aujourd'hui ? Voilà les questions qui se posent aujourd'hui.

Les travailleurs en lutte se sont



débat, en particulier des postiers parisiens en pleine grève qui soulignèrent dans le forum toute la bataille qu'il y avait à l'occasion de la lutte pour les 1700 F. et les 200 F. pour tous. Ils expliquèrent comment dans un premier temps, le P «C» et le PS laissèrent faire, pour ensuite essayer sournoisement de dénaturer ces revendications, comment les 1700 F. des postiers en pleine campagne de dramatisation. de chantage à la crise, seul moyen pour la bourgeoisie d'associer les travailleurs à l'austérité, sont un refus de cette politique, un refus de ce chantage. Ce point de vue fut écouté avec un grand intérêt

Dans la suite du débat, le problème de la récupération de cette revendication par les révisionnistes est posée. En quoi la défense aujourd'hui de cette revendication peut être pour les masses le point de départ d'une démarcation consciente avec le révisionnisme ? Cetquestion fut au cœur de la discussion.

Il est évident qu'un rapport de force puissant peut imposer à la bourgeoisie et aux révisionnistes la prise en compte des aspirations des travailleurs et en particulier des 1700 Francs et des 200 Francs, et c'est ce pourquoi nous luttons. En s'emparant aujourd'hui de ces mots d'ordre, les postiers et la classe ouvrière vont au-delà de la seule défense d'une juste revendication ; poser ces revendications en pleine campagne de la bourgeoisie sur « la crise économique et la nécessité des sacrifices », c'est refuser la emparés de ces questions lors du politique de crise de la bourgeoisie, leurs...

politique imaginée pour maintenir sa domination, pour tenter d'entretenir la collaboration de classe.

S'emparer des 1700 F. et des 200 pour nous aujourd'hui contribue accentuer la contradiction entre PS / P«C» et les travailleurs. parties prenantes de la campagne de la bourgeoisie sur la crise. En attente de leur place de gestionnaires du capital, ils entendent éviter d'aller trop loin dans leur démagogie, d'autant plus que, comme le soulignait un camarade délégué CGT d'une usine métallurgique de Fos, « défendre trop ouvertement les 1700 F. est contradictoire avec la politique d'alliance avec les P.M. qui maintiennent plus du tiers de la classe ouvrière au dessous des 1500 Francs ».

En dénaturant les véritables revendications des travailleurs, en plaquant sans cesse sur les aspirations au socialisme des travailleurs en lutte, son programme commun, la gauche est contrainte de laisser transparaître son opposition aux réelles aspirations des travailleurs. Ainsi se développe la condition d'une prise de conscience de la nature des projets de la « gauche » : maintenir le capitalisme !

Le débat se terminait pour laisser place à l'intervention centrale sans que les questions aient pu être suffisamment approfondies. Mais ce n'est que partie remise, car, dans la ligne du Parti de Type Nouveau, ce forum n'est qu'un tout premier débat et nous nous proposons très prochainement de poursuivre et d'approfondir publiquement le débat avec les travail-

# travailleurs immigrés...

représentants français et immigrés des CACF. Une salle comble, des gens debout, beaucoup de travailleurs immigrés ont participé à ce premier débat publique organisé par les CACF.

Une intervention introductive au débat met l'accent sur le fait que les mesures Dijoud sont dans la lignée directe de la Circulaire Fontanet, propose une analyse de la situation du double point de vue des problèmes qui se posent effectivement aujourd'hui dans l'immigration en France (racisme, carte de travail et de séjour, interdiction faite aux familles des travailleurs de venir les rejoindre, contrats de travail à durée limitée, chômage...) et de la politique de la bourgeoisie en matière d'immigration: mise en place d'un contrôle strict de l'immigration, les refoulements; les contrôles de police, les avis d'expulsions...

«Nos frères immigrés ont été assassinés dernièrement à AIX, à PARIS; tous les jours nous subissons le racisme. Il faut faire quelque chose sans attendre!» La révolte des travailleurs présents s'exprime avec vigueur contre le racisme. Tout le monde s'accorde sur le fait qu'il ne suffit pas de faire savoir ce qui se passe, mais qu'il faut organiser, en y mettant toutes nos forces, des rispotes massives contre toutes les manifestations de racisme.

Un travailleur immigré animateur du forum explique comment les CACF ont mené la lutte en 73 contre la campagne raciste de la bourgeoisie. Un autre montre qu'il s'agit aujourd'hui de battre en brêche le climat d'insécurité que la bourgeoisie tente de développer dans les différentes immigrations, pour que les travailleurs immigrés entrent de nouveau massivement en lutte contre le racisme, et se mobilisent contre les nouvelles attaques que constituent les mesures Dijoud.

Ce forum a été animé par des Les interdictions de rentrer en France pour des dizaines de milliers de travailleurs immigrés, le refoulement des familles, les expulsions que la bourgeoisie organise actuellement sont dénoncés avec insistance.

> «Quel travail font les CACF tous les jours? Comment ils s'y prennent pour construire l'unité entre français et immigrés? » De nombreuses questions sont soulevées. Un ouvrier espagnol intervient dans la salle pour appeler à rejoindre le travail quotidien des CACF, dans les foyers, pour des logements corrects, contre les foyers-casernes, dans les quartiers, dans les usines pour alder les travailleurs immigrés à participer au travail syndical, pour exiger les mêmes droits sociaux, politiques et syndicaux que les travailleurs français pour mener la lutte contre les licenciements, pour les salaires, avec les travailleurs

> De très nombreux travailleurs s'expriment pour dénoncer leur condition d'immigré dont l'impérialisme français est responsable.

> Les camarades des CACF appellent à une «dénonciation en profondeur, diversifiée et active» de l'impérialisme

> Mais le temps manque et malheureusement le débat doit se terminer. A la sortie un responsable des CACF nous déclare: «Ce premier débat nous a montré une fois encore la volonté des travailleurs de ne pas subir sans révolte la situation que leur fait l'impérialisme français. Nous voulons nous attacher aujourd'hui à créer les conditions et à donner la possibilité pour que les travailleurs entrent de nouveau massivement dans la lutte. Ce premier débat a été limité, mais nous voyons la nécessité d'en organiser de

## les cercles "QUE FAIRE"

Notre Parti a décidé d'organiser dans plusieurs villes, des cercles «Que faire? » qui devront s'ouvrir largement à la classe ouvrière, aux masses populaires. Dans ces cercles nous instaurerons régulièrement avec les travailleurs des débats publics sur la ligne politique de notre Parti, les problèmes fondamentaux de l'heure tels que la crise politique et la politique de crise, le parti de type nouveau, les luttes actuelles et les leçons qu'on en tire...Les travailleurs apporteront leur expérience de la lutte des classes et pourront enrichir ces propositions, contribuant ainsi à l'édification du Parti, au renforcement de ses liens avec les masses.

Les forums du 3 novembre, à la Mutualité, à Paris, ont été une première tentative d'associer des milliers de personnes à la discussion de la ligne de notre Parti. Mais notre inexpérience a imposé des limites importantes au bon déroulement de ces forums. Le développement des cercles «Que faire? » en enrichissant notre expérience de cette pratique propre au parti de type nouveau, nous permettra de la rendre peu à peu plus efficace. De tels cercles devront aider la participation des masses à la lutte politique

Le premier sujet débattu dans ces cercles sera «Politique de crise et crise politique», nous publierons dans Front Rouge, la date et le lieu des premières réunions de ces cercles à Paris et en province. Pour rendre plus riche et plus efficace le débat nous demandons aux travailleurs qui désireront poser à l'avance des questions sur le sujet proposé, de les envoyer à la boîte postale du journal ou de les déposer au siège local de notre Parti.

## à paraitre...

## REVOLUTION PROLETARIENNE

revue politique mensuelle du PCR(ml)

au sommaire du nº1 consacré au Rassemblement Communiste du 3 novembre

- l'intervention centrale de Max CLUZOT, secrétaire politique du PCR (ml)
- les textes concernant les forums débats
- les autres interventions

passez vos commandes à REVOLUTION PROLETARIENNE BP 267 - 75866 Paris cedex 18

PRIX: 5 Francs (plus port : 1 Francs)

Abonnement 1 an 50F (port compris) CCP la Source 34 504 01

# abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pli normal

15 F 3 mois 1 an

pli fermé pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

# DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom
Prénom
Adresse
Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

## A L'ONU, ARAFAT REAFFIRME L'OBJECTIF DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE:

- Etat démocratique et la coute la Palestine
- Face aux préparatifs de guerre contre les peuples arabes, soyons vigilants!

«Lorsque nous parlons de nos espoirs démocratique et laic signifie la communs pour la Palestine de demain, disparition de l'Etat d'Israel.» nous incluons dans notre perspective Ses succès diplomatiques de l'ONU et tous les juifs qui vivent actuellement de Rabat, la Résistance Palestinienne en Palestine et qui choisiraient d'y vivre avec nous en paix et sans discrimination... Agissons ensemble.. afin que, de mon exil, je rentre avec arrivée aux Nations-Unies, le président mon peuple pour vivre... dans le cadre de l'OLP déclarait: «La Révolution d'un seul pays démocratique où Palestinienne, du haut de la plus haute chrétiens, juifs et musulmans vivront, dans un Etat fondé sur une base de justice, d'égalité et de fraternité».

C'est en ces termes que le président de l'Organisation de Libération de la Palestine, Yasser ARAFAT s'est adressé au monde le 13 novembre, de la tribune de l'assemblée générale de

Que l'objectif de la lutte du peuple palestinien: libération de toute la Palestine pour créer un seul Etat, un Etat démocratique, à la place de l'entité sioniste, que cet objectif ait pu être réaffirmé par le président de l'O.L.P. à la tribune des Nations-Unies, c'est un succès important pour le peuple palestinien. Succès contre ceux qui depuis 47, n'ont voulu voir dans le peuple palestinien qu'une masse de réfugiés à qui les grandes puissances feraient la charité. C'est aussi un succès contre les impérialistes et tous les faux amis de la cause palestinienne qui, aujourd'hui, reconnaissant le «fait national Palestinien», voudraient voir le peuple palestinien renoncer à l'objectif fondamental de liquidation de l'Etat sioniste, Etat artificiel, créé par l'impérialisme pour servir de base d'agression contre les peuples arabes et faciliter le pillage de leurs ressources naturelles, comme l'a rappelé le président de l'O.L.P. dans son intervention.

Les sociaux-impérialistes soviétiques ne s'y sont pas trompés, en passant sous silence dans la «Pravda» les passages où Yasser Arafat parle de l'Etat palestinien démocratique uni. Et «l'Humanité» révisionniste non plus qui écrit le 15 novembre: «il n'est pas question que... la formation d'un Etat d'Hussein, valet de l'impérialisme US.

est décidée à les consolider en développant la guerre populaire en Palestine occupée. La veille de son tribune du monde, lie son action diplomatique et son action politique tout en intensifiant et en renforçant son action militaire.» La Résistance multiplie les opérations de fedayin, dont certaines très meurtrières, contre l'occupant sioniste. Dans les territoires occupés, les masses palestiniennes ont salué le discours de Yasser Arafat en déclenchant, à l'appel de l'O.L.P., grèves et manifestations.

Malgré la répression des sionistes blessant et tuant des manifestants, opérant des dizaines d'arrestations et fermant les écoles, la population palestinienne, dont des milliers de lycéens, manifeste, dresse des barricades depuis samedi en Cisjordanie, à RAMALLAH, EL BIREH, DJENINE, NAPLOUSE, HEBRON ..

Les ouvriers palestiniens, qui viennent travailler chaque jour dans les territoires occupés mais se voient interdire le droit d'y habiter, ont fait

L'action des masses palestiniennes, l'action armée qui s'intensifie, comme réaffirmation des buts de la Révolution Palestienne à l'ONU par les Palestiniens eux mêmes marquent l'échec des tentatives d'isolement et de liquidation de la Résistance Palestinienne, par le biais des marchandages politiques et diplomatiques. Ainsi, depuis le cessez-le-feu d'octobre 73, au nom de l'impérialisme américain, Kissinger a manœuvré sans relache: les accords séparés qu'il a fait signer entre «Israël» et les Etats égyptien et syrien, devaient préparer l'évacuation de la Cisjordanie pour la placer sous le contrôle

sommet de Rabat unanime, et Hussein dù s'incliner. La tenue de la conférence de Genève dont l'initiative avait été lancée par les deux superpuissances, les impérialismes américain et soviétique, après la guerre d'octobre, pour faire capituler les peuples arabes, leur imposer la reconnaissance de l'Etat sioniste, cette conférence est aujourd'hui au point

L'affaiblissement interne de l'Etat sioniste, conséquence de la guerre d'Octobre qui a vu la chute du mythe d'«Israël invincible», n'a cessé de se développer. Le déséquilibre croissant du budget, l'inflation galopante (18% de hausse en 4 jours), les manifestations des juifs pour des revendications économiques viennent s'ajouter à l'isolement grandissant par rapport aux peuples du monde et à la crise politique, morale de la population juive, qui, si elle ne débouche pas encore sur une prise de conscience anti-sioniste, affaiblit l'Etat d'«Israël». L'impérialisme ne peut tolérer sans réagir un affaiblissement trop important: c'est une base essentielle de l'impérialisme qui est en

Ce sont autant de faits qui poussent aujourd'hui l'impérialisme américain et le sionisme à envisager le recours à une nouvelle guerre d'agression contre les peuples arabes.

Depuis le début du débat à l'ONU sur la Palestine, le gouvernement sioniste a rappelé les réservistes et massé des troupes sur le Golan et à la frontière libanaise. Depuis 8 jours, les incursions en territoires libanais se multiplient : des paysans libanais sont enlevés par les sionistes dont l'artillerie à longue portée pilonne les villages du Sud-Liban, dans la région de Nabatiyeh, etc... TEKOAH, le représentant de l'Etat sioniste a répété à l'ONU qu'«Israël ne permettra pas l'établissement de l'autorité de l'OLP dans une partie quelconque de la Palestine» et détuira «ses bases», tandis que le premier ministre RABIN

Mais ce projet a été repoussé par le déclarait : «Nous aimerions que tout soit en Israël avant que la guerre puisse éclater et ne pas dépendre de livraisons d'armes pendant la guerre» évoquant ainsi les décisions du gouvernement américain d'effectuer de nouvelles livraisons de matériel de guerre (avions supersoniques, fusées sol-sol, etc...) à l'Etat sioniste qui s'aiouteront aux centaines d'avions et de chars livrés depuis un an.

En France aussi, les sionistes préparent guerre et de nouveaux actes terroristes contre les militants palestiniens. Jeudi dernier à Paris, dans une manifestation sioniste où un responsable a regretté l'absence de enos amis de toujours, MM. Lecanuet, Poniatowski, Abelin et Mitterrand», les manifestants sionistes lançaient leur cri de mort : «Hier Hamchari, demain Arafat».

Une contre-manifestation à Barbès, a réuni plusieurs centaines de personnes et des lycéens. Dès aujourd'hui, face à la menace d'une nouvelle guerre d'agression contre les peuples arabes, face à la menace de nouveaux attentats sionistes en France même, il faut préparer la mobilisation des travailleurs français et de la jeunesse intellectuelle progressiste aux côtés des travailleurs arabes. Il faut intensifier la dénonciation des mensonges de la propagande bourgeoise qui, tel Chirac interviewé la veille de la journée de gréve du 19 novembre, rend responsable les peuples arabes des difficultés des travailleurs en France alors que l'impérialisme qui exploite la classe ouvrière et opprime les peuples est seul en cause.

Renforçons notre soutien à la lutte de libération des peuples palestiniens et des autres peuples arabes!

PALESTINE VAINCRA!



## soutien à la construction de l'hôpital 'Mahmoud Hamchari" au Sud-Liban

Pour soutenir l'action du Croissant-Rouge Palestinien, une association médicale franco-palestinienne vient de se créer. Cette association lance une souscription pour la construction, par le Croissant-Rouge, de l'hôpital Mahmoud El Hamchari, du nom du représentant de l'OLP à Paris assassiné par les sionistes en janvier 73.

L'hôpital Mahmoud El Hamchari qui sera construit en partie sous terre, près de SAIDA dans le Sud-Liban, soignera les fedayin blessés dans les opérations en Palestine occupée et les civils palestiniens et libanais blessés par les bombardements sionistes. La construction de cet hôpital renforce les mesures prises au Liban par la Résistance Palestinienne pour mener un combat de longue durée.

Souscrire et faire souscrire pour l'hôpital Mahmoud El Hamchari est un soutien concret à la Résistance contre les tentatives de génocide, pour la lutte armée populaire en Palestine occupée. Le mouvement anti-impérialiste des Comités Indochine Palestine s'associe pleinement à cette campagne qu'il impulsera dans les semaines à venir dans les quartiers populaires, les facultés, les lycées.

Pour tout contact avec les CIP: écrire à «Peuples en lutte» B.P. 95-10, 75462 Paris cédex 10. (CCP «Peuples en lutte» 34 425 30 La Source).

## BREJNEV, AGRESSEUR DE LA TCHECOSLOVAQUIE, LA PORTE!

Brejnev, en visite officielle en France début décembre, apporte dans ses bagages les plans de «détente» en Europe. De quelle détente s'agit-il? A croire les révisionnistes français, il En octobre 1973, les troupes s'agirait d'une détente qui apporterait d'occupation font disparaitre sa la paix en Europe dans le cadre de la coexistence pacifique, une «détente» qu'ils se sont engagés à appuyer lors de son emplacement. A chaque la récente réunion de tous les partis révisionnistes européens à Varsovie. L'occupation militaire qui s'exerce sans répit depuis 6 ans sur le peuple tchécoslovaque montre la véritable nature de cette détente à la sauce social-impérialiste: confrontation pour l'hégémonie avec l'impérialisme US oppression militaire d'un peuple. Le 20 août 1968, les troupes soviétiques et celles du Pacte de Varsovie, envahissaient avec des chars, des tanks, tout le territoire de la Tchécoslovaquie jusqu'à la capitale, Prague, assassinant tous les patriotes qui s'opposaient à l'invasion.

Baptisée «stationnement temporaire». l'occupation militaire se prolonge encore aujourd'hui, plus de 6 ans après. Cinq divisions soviétiques stationnent en permanence, multiplient les grandes manœuvres militaires avec les troupes des autres pays révisionnistes. Ces démonstrations de force sont destinées à intimider le peuple tchèque qui 6 ans après, continue à résister à l'invasion. Chaque année, les habitants de Prague fleurissent toujours la tombe de lan Palach, qui s'était suicidé par le feu dans le centre de Prague en 1969, pour protester contre l'invasion soviétique. Des centaines de milliers de personnes avaient transformé ses funérailles en

gigantesques manifestations contre l'occupant. Ian Palach devenait le symbole de la haine et de la résistance du peuple tchèque contre l'occupant. tombe, les Tchèques très nombreux continuent à venir déposer des fleurs à anniversaire de l'invasion , malgré les chars soviétiques qui quadrillent en permanence Prague, le peuple tchèque continue de manifester sa résistance au régime imposé par les chars du social-impérialisme.

Ce régime baptisé «normalisation», c'est le rétablissement de l'hégémonie totale du social-impérialisme soviétique sur la Tchécoslovaquie, un état de collaboration entièrement subordonné à l'armée d'occupation. pour réprimer le peuple tchèque. Tous les membres de l'appareil du parti révisionniste et de l'Etat ont été désignés en fonction de leur soumission à l'occupation militaire. L'appareil de répression baptisé «corps de sécurité nationale» peut «porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens si la protection du système social et de l'Etat socialiste l'exigent». II est aussi un instrument du social-impérialisme: «conformément aux accords existants, (il) participe au renforcement de la sécurité des Etats de la communauté socialiste mondiale. Il coopère à cette fin avec les services de sécurité de ces Etats». C'est une arme de guerre non seulement contre le peuple tchèque mais aussi contre les peuples des autres pays révisionnistes. C'est au prix de cette occupation



La «Détente» à la mode social-impérialiste, c'est l'occupation de la Tchécoslovaquie depuis 6 ans.

ont à nouveau soumis la visage du «socialisme» qu'il brutale d'un pays par la force militaire Tchécoslovaquie, comme l'ensemble des pays de l'Est, à «l'intégration économique»: en plus de «crédits spéciaux» fournis à l'URSS pour qu'elle réalise ses projets industriels, elle lui fournit 90% de son uranium et toute sa production est totalement soumise aux besoins de l'économie soviétique.

En France, le parti révisionniste s'est trouvé coincé entre sa volonté de montrer son appartenance au camp social-impérialiste et son désir de donner des gages à l'impérialisme français. Face aux pressions des attaques de la bourgeoisie impérialiste, il a du finalement «réprouver», mais militaire que les sociaux-impérialistes mollement, l'invasion, il a insisté sur le de la «paix» américaine, la soumission

construirait en France, un «socialisme à visage humain», à la Dubcek, c'est à dire une autre forme du capitalisme. Mais face aux pressions du social-impérialisme, depuis août 68, les révisionnistes français font tout pour essayer de faire oublier l'invasion et l'occupation soviétiques. L'Humanité, récemment encore, publiait des pages entières sur le «socialisme» en Tchécoslovaquie, approuvant et montrant les bienfaits de la «normalisation».

Cette «normalisation» que le P«C»F approuve, c'est la politique que le social-impérialisme pratique dans le cadre de la «détente» en Europe, c'est à dire une «paix» soviétique à l'image

au diktat de l'URSS. Le porte-parole soviétique à la CSCE déclarait d'ailleurs lors d'une conférence de presse que «la même chose pourrait se reproduire à l'avenir». Et c'est bien pour cela que le social-impérialisme masse ses troupes en Europe et en Méditerranée. Cette «paix-là» est lourde de menaces, tout comme la «paix américaine». Le peuple de France a lutté contre les troupes d'occupation américaines en France, il dénonce l'occupation militaire en Allemagne, il soutient la résistance du peuple tchèque. Il recevra Brejnev, le chef du social impérialisme oppresseur des peuples d'Europe Orientale comme il le mérite.

Joelle FECLAZ